

Service Protection de l'Environnement  
33, avenue de Romans  
B.P. 96  
26000 VALENCE

VALENCE, le 17/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EARL DESCOMBES**

135 chemin de la Vacherie  
Quartier Movanne  
26120 Peyrus

Références : SB/2023/ 03573  
Code AIOT : 0052600513

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/11/2023 dans l'établissement EARL DESCOMBES implanté 135 chemin de la Vacherie Quartier Movanne 26120 Peyrus. L'inspection a été annoncée le 24/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Contrôle réalisé dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle. Cet élevage relevant de la directive IED, il doit être contrôlé tous les 3 ans.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL DESCOMBES
- 135 chemin de la Vacherie Quartier Movanne 26120 Peyrus
- Code AIOT : 0052600513
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage de volailles de chair composé de 4 bâtiments intégrés par la société DUC. Trois des bâtiments ont été aménagés pour laisser la lumière du jour. Dans le bâtiment plus ancien sont élevés des chapons durant les 6 derniers mois de l'année. Le site IED est autorisé pour une capacité de 65 000 emplacements.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Des non-conformités relevées portant sur l'établissement de bordereaux de reprise de fumier et sur la maintenance ICPE du site (contrôle électrique, enregistrement de la consommation de l'eau, du gaz et de l'électricité).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conformité au dossier d'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.</i>
<b>Constats :</b> conforme
<b>Observations :</b> Pas de modification par rapport au dossier de l'installation classée. Les effectifs mis en place sont inférieurs à la capacité autorisée.

### N° 2 : Intégration au paysage - état de propreté du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) <i>L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</i>
<b>Constats :</b> présence d'herbes hautes et de quelques encombrants aux abords des bâtiments d'élevage
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Fiches de données de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents et des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</i>
<b>Constats :</b> conforme

### N° 4 : Équipements de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11 > II.
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents et des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.</i>
<b>Constats :</b> conforme

**Observations :** L'exploitant dispose d'un hangar de stockage. Il avait envisagé de ne plus l'utiliser car à plusieurs reprises, le fumier s'était auto-consumé et il avait dû faire appel aux pompiers. Depuis qu'il tasse moins le fumier et il garde le tas moins haut, il n'y a plus d'incident et il continue de stocker son fumier sous son hangar.

#### N° 5 : Entretien des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents et des pollutions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</i></p> <p><i>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</i></p> <p><i>L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.</i></p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les extincteurs ont été vérifiés il y a moins d'un an. Mais la vérification des installations électriques date de plus de 5 ans pour 3 des bâtiments (un des bâtiments avait été rénové et vérifié).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

#### N° 6 : Épandage et traitement des effluents d'élevage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Plan d'épandage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, bruts ou traités, est soumis à la production d'un plan d'épandage, dans les conditions prévues aux articles 27-1 à 27-5.</i></p>
<b>Constats :</b> conforme
<p><b>Observations :</b></p> <p>La mise à jour du plan d'épandage date de 2020. Il a été réalisé par la Chambre d'Agriculture de la Drôme. Il prend en compte les terres de l'éleveur et celles d'un des deux repreneurs. Le deuxième repreneur dispose de son propre plan d'épandage.</p>

## N° 7 : Documents d'épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :</i> 1. Les superficies effectivement épandues ; 2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ; 3. Les dates d'épandage ; 4. La nature des cultures ; 5. Les rendements des cultures ; 6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ; [...] <i>Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</i>
<b>Constats :</b> conforme
<b>Observations :</b> L'éleveur a transmis à l'inspection les copies demandées de son plan prévisionnel de fumure et son cahier d'enregistrement des épandages. Ces documents sont établis avec l'aide de la Chambre d'agriculture de Drôme et du logiciel Mes Parcelles. Ils sont établis conformément à la réglementation nationale et régionale sur les zones vulnérables.

## N° 8 : Bordereaux de reprise de fumier

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.</i>
<b>Constats :</b> non conforme
<b>Observations :</b> L'exploitant cède du fumier de volailles à deux repreneurs en échange de paille. Il enregistre uniquement sur un carnet pour chaque repreneur la date de reprise du fumier et le tonnage. Il n'établit pas de manière conjointe les bordereaux de reprises dûment renseignés et n'a pas été en mesure de présenter les copies des cahiers d'épandage de ses repreneurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 9 : Mises en œuvre des MTD**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Installations classées au titre de la rubrique 3660
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles. L'exploitant met en œuvre des dispositions de <b>surveillance</b> notamment des émissions et <b>des consommations</b> répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.</i>
<b>Constats :</b> non conforme en ce qui concerne la surveillance des consommations
<b>Observations :</b> L'éleveur n'enregistre pas sa consommation d'eau, de gaz et d'électricité
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 10 : Déclaration GERE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Installations classées au titre de la rubrique 3660
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé.[...]</i>
<b>Constats :</b> conforme
<b>Observations :</b> L'éleveur a fait sa déclaration GERE en mars 2023